



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Le Ministre de l'Éducation aime à se répandre dans les médias pour se vanter de « garder les écoles ouvertes », s'appuyant le plus souvent sur des données chiffrées erronées. Pour les enseignants, ce ministre est surtout celui qui ferme des postes. Et cela depuis sa nomination et même bien avant si l'on se réfère à la politique qu'il a lui-même menée comme directeur de la DGESCO sous la présidence Sarkozy.

Conséquence des réformes récentes ce sont les lycées qui pâtissent le plus des coupes sombres dans les moyens du second degré. Dans le département du Calvados pour 13 créations ce ne sont pas moins de 43 suppressions de postes dont 14 cartes scolaires qui sont annoncées dans les lycées généraux, technologiques et professionnels.

Mais les collèges du Calvados ne sortent pas indemnes de la politique budgétaire menée. La suppression d'heures postes et l'augmentation du volume d'heures supplémentaires ont, comme partout, des conséquences néfastes sur les conditions de travail et d'enseignement des personnels et des élèves. En effet les suppressions de postes sont plus nombreuses que l'année dernière, et des compléments de service sont générés par l'augmentation des HSA. Cela entraîne la création de nouveaux postes partagés. En conséquence le droit des personnels à la mobilité va une nouvelle fois se dégrader. Dans certaines disciplines aucuns postes à part ceux nécessaires à la ré-affectation des collègues en carte scolaire ne sont offerts au mouvement dans notre département.

La FSU continue à demander au gouvernement les moyens humains nécessaires pour affronter la situation épidémique. Des moyens budgétaires supplémentaires doivent être rapidement alloués à l'école pour faire face aux conséquences de cette crise sanitaire. Au contraire, les politiques menées ces dernières années dégradent le système et ne lui permettent pas d'apporter des réponses à la hauteur des besoins de nos élèves. La crise a également montré que les moyens doivent être renforcés pour les personnels de santé, sociaux, de vie scolaire, Psy-EN, RASED, AESH afin de répondre aux besoins d'accompagnement global des élèves dans la crise et après.

À la même époque l'an dernier, nous vous avons alerté sur l'urgence à investir davantage pour l'avenir de nos élèves. Nos appels sont restés lettre morte. Le ministre continue à imposer sa politique avec autoritarisme et à afficher son mépris envers les représentants des personnels et envers tous ceux qui ont l'outrecuidance de ne pas penser comme lui.

En septembre prochain, nos conditions de travail seront une nouvelle fois dégradées et nous serons encore plus fragilisés pour y faire face. Le défi sera impossible à relever, sauf à entendre enfin et urgemment les propositions qui sont les nôtres.